

LIBERTÉ DE CULTE EN ALGÉRIE**Le Département d'État américain revient à la charge**

C'est un autre rapport du Département d'Etat américain que les autorités algériennes, comme cela a été souvent le cas ces derniers mois, ne vont pas apprécier. Mercredi dernier, l'équivalent américain du ministère des Affaires étrangères s'est fendu d'un rapport sur les libertés religieuses dans notre pays. Le Report on International Religious Freedom ne recèle pas, en effet, que des louanges à l'Algérie dont «les pratiques du gouvernement limitent les libertés de culte», a conclu l'administration de John Kerry.

Ce n'est pas tant les Algériens qui posent problème, ces derniers, du point de vue américain, tolèrent les étrangers et les citoyens pratiquant d'autres religions que l'islam. Ce sont plutôt des considérations bureaucratiques et des pratiques du gouvernement algérien qui limitent les libertés religieuses dans le pays où les Américains ont, disent-ils, recensé des atteintes à la liberté de culte dont des poursuites judiciaires contre des individus n'observant pas le jeûne du mois de Ramadhan, voire des personnes accusées de prosély-

tisme. Des pratiques, remarquent les Américains, en contradiction avec la Constitution de notre pays qui garantit pourtant le droit inviolable à l'opinion et à la foi, mais dans les faits ont, par exemple, valu une condamnation judiciaire à un citoyen et un harcèlement à un autre.

Les analystes du Département d'Etat américain rappellent, en effet, les cas de Mohamed Ibaouene, un chrétien condamné en 2012 à un an de prison pour tentative de conversion d'un musulman, et celui d'Abdelkrim Siaghi, un converti au christianisme condamné en

2011 à 5 ans de prison pour «offense au Prophète».

Sur les 38,8 millions d'Algériens, plus de 99% sont des musulmans sunnites, rappelle le document qui estime à moins de 200 juifs et entre 20 000 et 100 000 chrétiens vivant en Algérie, la majorité d'entre eux vivant dans les grandes villes telles que Alger, Oran et Annaba.

Les entraves que rencontrent les associations à caractère religieux pour obtenir un statut légal sont similaires à celles auxquelles font face d'autres entités non religieuses, des organisations de la société civile, non gouvernementales et d'autres, rapporte l'administration de John Kerry.

Généralement, pour éviter d'avoir à faire à la justice et la société, les chrétiens et les juifs d'Algérie sont obligés d'adopter un «profil bas», estiment les rédacteurs du rapport qui ne manquent pas de rappeler cer-



Photo : DR

Le département de Kerry dénonce les atteintes à la liberté de culte.

tains principes fondamentaux de la Constitution algérienne qui stipule par exemple que sont exclus les non-musulmans de la course à la présidence de la

République ainsi que d'autres principes qui, entre les lignes des nombreux paragraphes du rapport, leur semblent incongrus.

A. M.

ABDALLAH DJABALLAH, PRÉSIDENT DU FJD :**«On veut pérenniser le système en place»**

Le président du Front pour la justice et le développement (FJD) accuse clairement le trio «armée, cercle des lobbies et bureaucratie» de fermer le jeu à l'effet de permettre la pérennité du système en place.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Abdallah Djaballah, qui s'exprimait hier vendredi à l'ouverture d'une réunion organique, un conclave des présidents des bureaux de wilaya du parti, s'en est pris à ce triumvirat qui fait tout pour entraver l'action de l'opposition et permettre ainsi au système en place de se maintenir. Et d'invectiver beaucoup plus l'élite du pouvoir qui perçoit l'opposition comme un «ennemi et la mal-mène et entrave sa démarche en permanence».

Une opposition qui, de ce fait, «n'accomplit un petit pas que laborieusement». «Un comportement et



Abdallah Djaballah, président du FJD.

une vision erronée des droits de l'opposition», estimant que les droits «ne sont pas l'apanage du pouvoir mais la propriété de l'ensemble de la collectivité nationale».

Pour Djaballah, ce sont là autant

de preuves des tentations totalitaires du pouvoir en place. D'où son refus obstiné d'une instance indépendante de supervision du processus électoral, qui constitue la revendication phare de l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition issue de la conférence de Zéralda, car convaincu que ce serait sa fin en accédant à cette doléance.

Sur un autre plan, le président du FJD qui assiste rarement aux sommets des deux instances de l'opposition dont il est membre (CNLTD et ICSO), préférant déléguer à chaque fois un des proches collaborateurs, a adressé une pique à cette dernière.

Pour lui, cette dernière «n'est que superficielle», certains de ses membres, qu'il prendra le soin de ne pas nommer, «ont un pied au sein de l'opposition et un autre dans le pouvoir».

M. K.

BOUSCULADE DE MINA**33 hadjis algériens décédés, selon un nouveau bilan**

Le nombre des hadjis algériens décédés suite à la bousculade survenue à Mina (près de La Mecque), s'élève à 33, selon un nouveau bilan communiqué hier par le ministère des Affaires étrangères.

La même source fait état également de 7 hadjis blessés qui sont toujours hospitalisés à La Mecque, Djeddah et Médine, et 15 autres n'ayant pas encore donné signe de vie, précisant que les listes des hadjis décédés, blessés ou n'ayant pas donné signe de vie «sont disponibles au niveau de la cellule de crise du ministère des Affaires étrangères».

La cellule de crise du ministère des Affaires étrangères, en coordination avec celle du ministère des Affaires religieuses et des Waqfs, «continue de suivre les conséquences de cette catastrophe sur nos pèlerins, en contact permanent avec les responsables de la mission, restés sur place, et le consul général»,

relève la même source.

APS

FILIÈRE LAIT**Le paiement des primes de subvention sera décentralisé**

L'opération de paiement des primes de subvention à la filière lait sera décentralisée au début de l'année prochaine, a annoncé, jeudi à Oran, le directeur régional de l'Office national interprofessionnel du lait (Onil).

Cette démarche a été prise par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche pour alléger le mode de paiement et encourager les investisseurs de la filière lait, a souligné M. Derkaoui Benyoucef en marge de la célébration de la

Journée mondiale de l'alimentation à l'exploitation «Benalia-Ali» d'élevage bovins, située dans la commune de Sidi Chahmi.

Les procédures de paiement s'effectuent actuellement sur la base d'une convention entre les éleveurs et les collecteurs et les

dossiers sont transmis à la Direction générale de l'ONIL à Boufarik, qui les étudie et approuve le paiement dont se charge la direction vétérinaire au ministère de tutelle, a-t-on expliqué.

Le directeur régional de l'Onil a indiqué que l'Etat verse une subvention à l'éleveur estimée à 12 DA et 5 DA au litre, en vue de développer la filière et réduire la facture d'importation du lait en poudre. Pour sa part, le secré-

taire général de la Chambre d'agriculture de la wilaya d'Oran a souligné l'évolution de la filière d'élevage bovin et de production du lait, qui dispose de 21 000 têtes de vaches dont 10 000 têtes de vaches laitières produisant 40 millions de litres/an.

Un taux de 50% de la quantité produite a été collecté, faisant d'Oran wilaya pilote dans la collecte du lait au niveau national, a indiqué M. Zeddou Houari déclarant «nous œuvrons à col-

lecter le maximum de la quantité produite et les exploiter dans les unités de transformation pour leur pasteurisation».

A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation, 14 vétérinaires des secteurs public et privé ont été honorés en guise de reconnaissance aux efforts déployés lors de la campagne de vaccination vaches contre la fièvre aphteuse en 2014.

APS